

[SYNTHÈSE] CONGRÈS DE LA FNSEA À NANCY

Plaidoyer en faveur d'un sursaut européen et d'un « agriacting » national

© 28/03/2019 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

La FNSEA tenait son 75e congrès à Nancy, en Meurthe-et-Moselle, du mardi 26 au jeudi 28 mars 2019. Face au feuilleton du Brexit, « qui a pris le dessus sur les vrais enjeux européens », différents acteurs économiques et politiques ont appelé les agriculteurs – et les citoyens en général – au sursaut européen. Devant le ministre de l'agriculture, Christiane Lambert a pointé du doigt les « incohérences » et « doubles discours », notamment en matière d'irrigation, de baisse des charges et, plus globalement, de distorsions de concurrence.



Didier Guillaume, le ministre de l'agriculture, en clôture du congrès 2019 de la FNSEA, a promis que le chantier du stockage de l'eau était réouvert, pour développer des "projets de territoires". (@@FNSEA)

C'est entre deux épisodes politiques de la **négociation entre l'UE et le Royaume-Uni** pour le **Brexit**, que la **FNSEA** tenait son 75^e congrès à Nancy, dans le Grand Est, cette semaine. En invitant **Michel Barnier**, ancien ministre de l'agriculture et actuel négociateur en chef du Brexit au sein de la Commission européenne, à venir témoigner mercredi 27 mars, la FNSEA se doutait bien que la sortie du Royaume-Uni de l'UE et, surtout, ses conséquences pour les filières agricoles, accapareraient une bonne partie des temps d'échanges.

À lire aussi >> « Si on n'est pas ensemble, nous Européens, on est foutus » clame Michel Barnier

« Va-t-on laisser détruire ce qui s'est construit depuis 60 ans, pr parler d'1 seule voix face à la Chine & USA ? Je suis passionnément européen, laisser détruire le projet serait une folie. » @MichelBarnier #congresfnsea2019 #Brexit pic.twitter.com/ZtQgAQIpAf

— La FNSEA (@FNSEA) 27 mars 2019

« Ce qui se passe avec le Brexit, ça vire au ras-le-bol », a résumé **Michel Dantin**, eurodéputé LR-PPE sortant. Très concrètement, à moins de quelques semaines – voire quelques jours – de l'issue des négociations, impossible de dire si les 2 Mt de viande bovine de l'UE à 27 exportées chaque année vers le Royaume-Uni vont se retrouver taxées. Quid du devenir des produits agricoles français, qui pourraient être plus difficilement exportables avec un Brexit sans accord ? Quid, aussi, des quotas d'importation de produits agricoles négociés par l'UE à 28 avec d'autres grandes puissances agricoles, comme le Canada ?

"Si le 13 avril au matin les Britanniques nous disent qu'ils ne veulent plus de nos millions de tonnes de viande et de lait, qu'allons-nous en faire ?"
@MichelDANTIN #congresfnsea2019 pic.twitter.com/7P7Xfgzno

— La FNSEA (@FNSEA) 28 mars 2019

De l'avis de plusieurs participants et intervenants, l'issue encore incertaine du Brexit avait « pris le dessus sur les vrais enjeux pour l'Europe de demain », thème principal de l'événement syndical.

La saga du [#brexit](#) prends le dessus sur les vrais enjeux pour l'Europe de demain [#Europeennes2019](#) au [#congresfnsea2019](#) @FNSEA @nbouzou @MichelDANTIN pic.twitter.com/uBEghSCnWO

— Smessaert Luc (@smessaertluc) 28 mars 2019

« Merci aux Anglais, car ils vont nous permettre de nous rendre compte de tout ce qu'apporte l'Europe », a continué l'eurodéputé, invité à débattre à une table-ronde sur l'Europe.

« Il faut changer d'état d'esprit en Europe. On se considère comme un espace de paix à protéger. Or ce n'est plus l'enjeu », a estimé l'**économiste Nicolas Bouzou**. Pour lui, il faut « construire, à 6 ou 8 pays mais pas 27, un marché unique du numérique ». Et surtout « investir non pas 3 Mds€ comme le fait à elle seule l'entreprise Amazon, mais 300 Mds€ ! »

« C'est parce qu'on a mal parlé d'Europe que les Anglais ont décidé de la quitter », considère Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert Shuman. L'Europe est une réussite, avec des **réglementations positives**. Il faut le dire. Mais l'Europe est un verre à moitié plein ou à moitié vide. Le tout est de savoir si le verre se remplit ». Selon lui, la Pac doit accompagner la mutation de la production, pour que l'Europe puisse imposer des standards plus élevés aux consommateurs européens, mais aussi aux américains et aux chinois.

Les « petits tracas » causés par la candidature de Jérémy Decerle

Pour ce **congrès de la FNSEA**, « parler d'Europe » avait toute son importance, à moins de deux mois des élections européennes, scrutin à l'enjeu crucial pour l'agriculture française et l'avenir de la Pac. Deux jours après son annonce officielle, [la candidature de Jérémy Decerle - désormais ancien président de Jeunes agriculteurs - aux Européennes sur la liste LaRem](#), ne pouvait évidemment pas être passée sous silence.

De l'aveu même de Baptiste Gatouillat, vice-président de JA venu le remplacer au congrès de la FNSEA, cette candidature a « causé des petits tracas » au sein du réseau syndical. Le représentant a rappelé que « JA ne soutiendra pas une liste plutôt qu'une autre » au scrutin européen, tout en admettant se réjouir de la « perspective d'un eurodéputé qui connaîtra son sujet ». Ceci dit, à l'instar d'Emmanuel Macron qui n'a pu vraiment compter sur les voix des agriculteurs en 2017, pas sûr que l'ex leader de JA, inscrit à la 4^e place de la liste LaREM, puisse bénéficier d'un vote massif de ses pairs le 26 mai prochain.

En eurodéputé sortant (l'élu de Chambéry ne se représente pas pour un nouveau mandat européen, NDLR), Michel Dantin met en garde les agriculteurs : « Attention à qui vous allez envoyer à Bruxelles. Lors de cette mandature, la France a perdu beaucoup d'influence, car 25 sièges n'ont servi à rien », a-t-il expliqué, faisant allusion aux 25 eurodéputés élus sous la casquette FN. « Nous sommes un ensemble de petits pays qui ne progressera qu'ensemble. »

« Faire taire ces pisseurs volontaires de glyphosate »

Pour Christiane Lambert, la présidente de la FNSEA, ce sursaut européen implicitement évoqué par les intervenants doit être accompagné d'un « **agriacting** » tous azimuts, terme qu'elle affectionne pour balayer l'**agribashing** croissant dont sont victimes les agriculteurs.

Il s'agit, pour la FNSEA, « de faire taire les donneurs de leçons », ces « **pisseurs volontaires de glyphosate** (...) qui nous explique le bon et le mauvais à longueur de lignes pétitions et vidéos scandaleuses ». Rappelant ça et là les diverses démarches des agriculteurs pour **réduire l'usage des produits phytosanitaires**, pour segmenter et faire monter en gamme l'offre de produits agricoles. Christiane Lambert a appelé le ministre de l'agriculture au même « **agriacting** » de la part du gouvernement.

Mais alors que Didier Guillaume s'est autoproclamé « bouclier contre l'agribashing » dès son arrivée au ministère de l'agriculture, « nous avons appris que votre gouvernement envisageait de publier les quantités de glyphosate utilisées selon le code postal ! » a-t-elle dénoncé. « Une seule question : pourquoi ? Pour stigmatiser les agriculteurs ? Pour faire monter la **pression sociétale** ? » Le ministre, qui n'a pas répondu à la question devant les congressistes, a reconnu « ne pas être au courant » d'un tel projet.

Et la présidente de la FNSEA de réclamer « l'agriacting » du ministre sur le suivi de la loi Alimentation. « L'alimentation a un prix. Plus vert, c'est plus cher », a-t-elle repris, dans l'attente de pied ferme de l'ordonnance sur le prix abusivement bas. Didier Guillaume a assuré que le 10 avril, la rédaction des ordonnances serait achevée.

Lors de la séance de clôture du congrès de la FNSEA, Didier Guillaume s'est montré totalement opposé à la proposition de Michel-Edouard Leclerc d'une **TVA à 0 % sur les produits bio**.

En savoir plus >> [TVA à 0 % sur les produits bio : « une hérésie fiscale et sociale »](#)

Outre la question des prix, la baisse des charges reste le « deuxième chantier » du syndicat majoritaire. Christiane Lambert a reproché au ministre le « double discours sur la compétitivité » en citant la suppression des exonérations TODE l'an dernier et « la taxe anti-dumping que la Commission européenne envisage sur les solutions azotées ». « L'exonération TODE durera au-delà de deux ans », a assuré Didier Guillaume.

Le dossier du stockage de l'eau « réouvert »

Par ailleurs, la hausse de la redevance pour pollutions diffuses, l'interdiction des rabais, remises et ristournes sur les produits phytos, de même la suppression programmée d'autres produits phytosanitaires « laissent les agriculteurs dans des impasses », et reste en travers de la gorge de la FNSEA. « Des décisions qui pénalisent notre compétitivité et qui ouvre la porte aux importations distorsives ! »

Et que dire de l'épineux dossier de l'irrigation, au cœur des assises de l'eau, dont la deuxième séquence se poursuit. « En dix ans, la surface irriguée en France a stagné alors qu'elle a augmenté de 13 % en Europe », a rappelé la patronne de la FNSEA.

« Nous allons réouvrir le dossier du stockage de l'eau. J'ai obtenu l'arbitrage du Premier ministre et d'Emmanuel Macron », a répondu Didier Guillaume. Nous allons développer des retenues d'eau, à condition que ce soit des projets de territoires acceptés par les élus. » De quoi laisser sceptiques les représentants de la FNSEA et les congressistes.

À lire aussi >> [\[Décryptage\] Élections européennes - Les enjeux du scrutin européen pour l'agriculture française](#)